

Jean Auroux, Jean-Louis Bianco, Laurent Cathala, Bernard Cazeneuve, Michel Charasse, Edith Cresson, Jean Glavany, Elisabeth Guigou, Jacques Guyard, Jean-Noël Jeanneney, Charles Josselin, Jack Lang, Martin Malvy, Louis Mermaz, Louis Mexandeau, Henri Nallet, Paul Quilès, Alain Richard, Yvette Roudy, Michel Vauzelle, Hubert Védrine, anciens ministres.

Lettre à Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste

Le 12 avril 2019, Hubert Védrine, en tant que président de l'Institut François Mitterrand et Paul Quilès, en tant qu'ancien président de la mission d'information sur la politique française au Rwanda, t'ont adressé un message dans lequel ils te proposaient d'organiser une rencontre afin d'aborder sérieusement la question de la politique française au Rwanda.

Compte tenu de ton silence, il nous a semblé nécessaire de te faire la demande qui suit.

Plusieurs récentes déclarations de Raphaël Glucksmann, tête de liste commune du *Parti Socialiste* et de *Place publique* aux élections européennes ont suscité une profonde émotion parmi les socialistes, et au-delà :

- Dans *Le Monde* daté des 6 et 7 janvier 2019, il déclarait que François Mitterrand « *avait porté de la manière la plus radicale et abjecte la politique de la France au Rwanda.* »
- Lors de la réunion publique du 6 avril dernier à Toulouse, répondant à l'interrogation des socialistes devant son oubli de citer François Mitterrand parmi les principaux inspirateurs du Parti socialiste, Raphaël Glucksmann aurait répondu « *je ne l'ai pas cité volontairement, parce que Mitterrand a été complice du génocide au Rwanda* ».

Comment peut-on porter un tel jugement, alors que la France a été le seul pays au monde, avec la Belgique, à avoir pressenti dès 1990 et les premières attaques du FPR, le risque de guerre civile et de massacres au Rwanda ? Alors que la France a été le seul pays à intervenir pour stopper ces attaques, ce que lui a permis d'imposer au pouvoir hutu un compromis politique de partage du pouvoir, ce qu'elle avait cru obtenir avec les accords d'Arusha à l'été 1993. Alors que la France fut le seul pays, dès le feu vert donné par l'ONU, à mener une opération humanitaire en 1994, pendant le génocide, pour sauver des vies, pendant que le monde entier restait indifférent.

Certes, la politique française au Rwanda qui était combattue par les extrémistes des deux camps, n'a pas, malheureusement, réussi à empêcher le génocide et les massacres intervenus (pour les raisons que la mission parlementaire de 1998 avait déjà soulignées). Elle peut naturellement être évaluée, discutée, ou critiquée. Mais rien, absolument rien, ne peut justifier les accusations de « complicité de génocide » relayées par M. Glucksmann, alors qu'il s'exprime aujourd'hui au nom des socialistes.

C'est pourquoi nous demandons au Premier secrétaire du Parti socialiste que tu es de convaincre Raphaël Glucksmann de retirer ses insultes et accusations

infondées envers François Mitterrand. En cas de refus, nous souhaitons que tu trouves les formes appropriées pour désavouer ses propos.